

CHAPITRE 4. — *Modification de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel*

**Art. 13.** L'article 71, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, est complété par un alinéa rédigé comme suit:

“Elle est également, vis-à-vis de l'autorité compétente visée à l'article 26, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, e), chargée de surveiller l'application de l'article 281, § 4, de la loi générale sur les douanes et accises du 18 juillet 1977.”.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 2 mai 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur,  
P. DE CREM

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

HOOFDSTUK 4. — *Wijziging van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens*

**Art. 13.** Artikel 71, § 1, van de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens, wordt aangevuld met een lid luidende:

“Zij is eveneens ten aanzien van de bevoegde overheid bedoeld in artikel 26, § 1, 7<sup>o</sup>, e), belast met het toezicht op de toepassing van artikel 281, § 4, van de algemene wet inzake douane en accijnzen van 18 juli 1977.”.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 2 mei 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken,  
P. DE CREM

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE

[2019/202559]

8 MAI 2019. — *Loi portant assentiment à l'Accord de coopération du 21 décembre 2018 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone concernant l'implication de l'Etat fédéral dans la signature des accords de coopération du 6 septembre 2017 et du 30 mai 2018*

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution et à l'article 94, § 1<sup>er</sup> bis, alinéa 5, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Article 1<sup>er</sup>. Assentiment est donné à l'Accord de coopération du 21 décembre 2018 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone concernant l'implication de l'Etat fédéral dans la signature des accords de coopération du 6 septembre 2017 et du 30 mai 2018.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 8 mai 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Premier Ministre,  
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Zaken, La Ministre des Affaires sociales,  
M. DE BLOCK

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

—————  
Note

(1) Chambre des représentants

(WWW.lachambre.be)

Document : K54-3679

Compte rendu intégral: 25 avril 2019

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
SOCIALE ZEKERHEID

[2019/202559]

8 MEI 2019. — *Wet van houdende instemming met het Samenwerkingsakkoord van 21 december 2018 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de betrokkenheid van de Federale Staat bij de ondertekening van de Samenwerkingsakkoorden van 6 september 2017 en van 30 mei 2018*

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet en in artikel 94, § 1bis, vijfde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

Art. 2. Instemming wordt verleend met het Samenwerkingsakkoord van 21 december 2018 tussen de Federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de betrokkenheid van de Federale Staat bij de ondertekening van de Samenwerkingsakkoorden van 6 september 2017 en van 30 mei 2018.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 8 mei 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Eerste Minister,  
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Zaken,  
M. DE BLOCK

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

—————  
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(WWW.dekamer.be)

Stukken : K 54-3679

Integraal verslag: 25 april 2019

**ACCORD DE COOPÉRATION DU 21 DECEMBRE 2018 ENTRE L'ÉTAT FÉDÉRAL, LA COMMUNAUTÉ FLAMANDE, LA RÉGION WALLONNE, LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE COMMUNE ET LA COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE CONCERNANT L'IMPLICATION DE L'ÉTAT FÉDÉRAL DANS LA SIGNATURE DES ACCORDS DE COOPÉRATION DU 6 SEPTEMBRE 2017 ET DU 30 MAI 2018**

**PRÉAMBULE**

Considérant l'intention des parties signataires de gérer et de coordonner conjointement certains aspects des prestations familiales;

Considérant la nécessité d'associer l'État fédéral, conformément à l'article 94, § 1<sup>er</sup>*bis*, alinéa 5, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, dans les accords de coopération du 6 septembre 2017 et du 30 mai 2018 pour autant que ces accords reprennent des dispositions réglant l'échange de données relatives à une période antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2020;

Vu l'article 23 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, article 92*bis* et article 94, § 1<sup>er</sup>*bis*, insérés par l'article 44 de la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la sixième réforme de l'Etat;

Vu la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, article 60*sexies*, inséré par l'article 37 de la loi du 19 avril 2014 modifiant la loi de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone;

Vu le décret spécial de la Communauté française du 3 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française et le décret de la Région wallonne du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu l'accord atteint par le Comité de concertation le 7 novembre 2018;

l'État fédéral, représenté par le premier ministre et la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique;

la Communauté flamande, représentée par le ministre-président et le ministre du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille;

la Région wallonne, représentée par le ministre-président et la ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique et de la Simplification administrative;

la Communauté germanophone, représentée par le ministre-président et le ministre de la Communauté germanophone de la Famille, de la Santé et des Affaires sociales;

la Commission communautaire commune, représentée par le président du Collège réuni et les membres du Collège réuni compétents pour la politique de l'Aide aux Personnes, les Prestations familiales et le Contrôle des films;

Il est convenu ce qui suit :

Dispositions

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — Définitions**

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent accord de coopération et uniquement dans ce cadre, on entend par :

1<sup>o</sup> entités fédérées : la Commission communautaire commune, pour le ressort territorial de la Région bilingue de Bruxelles-Capitale; la Communauté flamande, pour le ressort territorial de la région de langue néerlandaise; la Région wallonne, pour le ressort territorial de la région de langue française et la Communauté germanophone, pour le ressort territorial de la région de langue allemande;

2<sup>o</sup> accord de coopération du 6 septembre 2017 : l'accord de coopération du 6 septembre 2017 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone concernant les facteurs de rattachement, la gestion des charges du passé, l'échange d'informations relatives aux prestations familiales et les modalités pratiques relatives au transfert de la compétence entre les caisses d'allocations familiales;

3<sup>o</sup> accord de coopération du 30 mai 2018 : l'accord de coopération du 30 mai 2018 entre la Communauté flamande, la Région wallonne, la Commission communautaire commune et la Communauté germanophone relatif à la création de l'Organe interrégional pour les prestations familiales.

**CHAPITRE 2. — Dispositions**

**Art. 2.** L'État fédéral est partie à l'accord de coopération du 6 septembre 2017 pour ce qui concerne la période antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2020, pour autant que cela concerne les dispositions figurant au chapitre 4 de cet accord.

**Art. 3.** L'État fédéral est partie à l'accord de coopération du 30 mai 2018 pour ce qui concerne la période antérieure au 1<sup>er</sup> janvier 2020, pour autant que cela concerne la gestion du Cadastre, telle que prévue à l'article 4, 1<sup>o</sup>, dudit accord, ou l'identification des enfants visés à l'article 4, 6<sup>o</sup> du même accord.

**CHAPITRE 3. — Dispositions finales**

**Art. 4.** Le présent accord de coopération produit ses effets à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019 inclus.

Signé à Bruxelles, le 21 décembre 2018, en un seul exemplaire rédigé en français, en néerlandais et en allemand, qui sera déposé au Secrétariat central du Comité de concertation.

Le Premier Ministre

Ch. MICHEL

Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique

M. DE BLOCK

Ministre-président du Gouvernement flamand

G. BOURGEOIS

Ministre flamand du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille

J. VANDEURZEN

Ministre-président du Gouvernement wallon

W. BORSUS

Ministre wallon de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances,  
de la Fonction publique et de la Simplification administrative

A. GREOLI

Ministre-président de la Communauté germanophone

O. PAASCH

Ministre de la Famille, de la Santé et des Affaires sociales de la Communauté germanophone

A. ANTONIADIS

Président du Collège réuni de la Commission communautaire commune

R. VERVOORT

Membre du Collège réuni, compétent pour la Politique de l'Aide aux Personnes,  
les Prestations familiales et le Contrôle des films

C. FREMAULT

Membre du Collège réuni, compétent pour la Politique de l'Aide aux Personnes,  
les Prestations familiales et le Contrôle des films

P. SMET

---

**SAMENWERKINGSAKKOORD VAN 21 DECEMBER 2018 TUSSEN DE FEDERALE STAAT, DE VLAAMSE GEMEENSCHAP, HET WAALSE GEWEST, DE GEMEENSCHAPPELIJKE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE EN DE DUITSTALIGE GEMEENSCHAP BETREFFENDE DE BETROKKENHEID VAN DE FEDERALE STAAT BIJ DE ONDERTEKENING VAN DE SAMENWERKINGSAKKOORDEN VAN 6 SEPTEMBER 2017 EN VAN 30 MEI 2018**

**AANHEF**

Overwegende de intentie van de ondertekenende partijen om bepaalde aspecten inzake gezinsbijslag gezamenlijk te beheren en te coördineren;

Overwegende de noodzaak om de Federale Staat in overeenstemming met artikel 94, § 1bis, vijfde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, te betrekken bij de samenwerkingsakkoorden van 6 september 2017 en 30 mei 2018 voor zover die akkoorden bepalingen bevatten tot regeling van de uitwisseling van gegevens met betrekking tot een periode voorafgaand aan 1 januari 2020;

Gelet op artikel 23 van de grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 92bis en artikel 94, § 1bis, ingevoegd door artikel 44 van de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de zesde staatshervorming;

Gelet op de wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, artikel 60sexies, ingevoegd door artikel 37 van de wet van 19 april 2014 tot wijziging van de wet tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap;

Gelet op het bijzondere decreet van de Franse Gemeenschap van 3 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening naar het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie wordt overgedragen en het decreet van het Waalse Gewest van 11 april 2014 betreffende de bevoegdheden van de Franse Gemeenschap waarvan de uitoefening aan het Waalse Gewest en aan de Franse Gemeenschapscommissie overgedragen wordt;

Gelet op het op 7 november 2018 in het Overlegcomité bereikte akkoord;

de Federale Staat, vertegenwoordigd door de eerste minister en de minister van Sociale zaken en Volksgezondheid;

de Vlaamse Gemeenschap, vertegenwoordigd door de minister-president en de minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin;

het Waalse Gewest, vertegenwoordigd door de minister-president en de minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging;

de Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door de minister-president en de minister van de Duitstalige Gemeenschap van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden;

de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, vertegenwoordigd door de voorzitter van het Verenigd College en de Leden van het Verenigd College, bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan personen, het Gezinsbeleid en de Filmkeuring;

Zijn het volgende overeengekomen:

Bepalingen

**HOOFDSTUK 1. — Definities**

Artikel 1. Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord en enkel in dat kader moet verstaan worden onder:

1° deeleniteiten: de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie, voor de gebiedsomschrijving van het tweetalige gebied Brussel-Hoofdstad; de Vlaamse Gemeenschap, voor de gebiedsomschrijving van het Nederlandse taalgebied; het Waalse Gewest, voor de gebiedsomschrijving van het Franse taalgebied en de Duitstalige Gemeenschap, voor de gebiedsomschrijving van het Duitse taalgebied;

2° samenwerkingsakkoord van 6 september 2017: het samenwerkingsakkoord van 6 september 2017 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de aanknopingsfactoren, het beheer van de lasten van het verleden en de gegevensuitwisseling inzake de gezinsbijslagen en de praktische regels betreffende de bevoegdheidsoverdracht tussen de kinderbijslagfondsen;

3° samenwerkingsakkoord van 30 mei 2018: het samenwerkingsakkoord van 30 mei 2018 tussen de Vlaamse Gemeenschap, het Waalse Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de oprichting van het Interregionaal orgaan voor de gezinsbijslagen.

HOOFDSTUK 2. — *Bepalingen*

**Art. 2.** De Federale Staat wordt partij bij het samenwerkingsakkoord van 6 september 2017 voor wat betreft de periode voorafgaand aan 1 januari 2020, voor zover het betrekking heeft op de bepalingen vermeld in hoofdstuk 4 van dat akkoord.

**Art. 3.** De Federale Staat wordt partij bij het samenwerkingsakkoord van 30 mei 2018 voor wat betreft de periode voorafgaand aan 1 januari 2020, voor zover het betrekking heeft op het beheer van het Kadaster zoals vermeld in artikel 4, 1<sup>o</sup>, van het vermelde akkoord, of de identificatie van de kinderen bedoeld in artikel 4, 6<sup>o</sup> van hetzelfde akkoord.

HOOFDSTUK 3. — *Slotbepalingen*

**Art. 4.** Dit samenwerkingsakkoord heeft uitwerking van 1 januari 2019 tot en met 31 december 2019.

Getekend te Brussel, op 21 december 2018, in een enkel oorspronkelijk exemplaar in het Frans, het Nederlands en het Duits, dat zal worden neergelegd bij het Centraal Secretariaat van het Overlegcomité.

De Eerste Minister

Ch. MICHEL

Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid

M. DE BLOCK

Minister-president van de regering van het Vlaamse Gewest

G. BOURGEOIS

Vlaams minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin

J. VANDEURZEN

Minister-president van het Waalse Gewest

W. BORSUS

Waals minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen,  
Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging

A. GREOLI

Minister-president van de Duitstalige Gemeenschap

O. PAASCH

Minister van de Duitstalige Gemeenschap van Gezin, Gezondheid en Sociale Aangelegenheden

A. ANTONIADIS

Voorzitter van het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie

R. VERVOORT

Lid van het Verenigd College, bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan personen,  
het Gezinsbeleid en de Filmkeuring

C. FREMAULT

Lid van het Verenigd College, bevoegd voor het beleid inzake Bijstand aan personen,  
het Gezinsbeleid en de Filmkeuring

P. SMET

**ZUSAMMENARBEITSABKOMMEN VOM 21. DEZEMBER 2018 ZWISCHEN DEM FÖDERALSTAAT, DER FLÄMISCHEN GEMEINSCHAFT, DER WALLONISCHEN REGION, DER GEMEINSAMEN GEMEINSCHAFTSKOMMISSION UND DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT ÜBER DIE BETEILIGUNG DES FÖDERALSTAATES AN DER UNTERZEICHNUNG DER ZUSAMMENARBEITSABKOMMEN VOM 6. SEPTEMBER 2017 UND 30. MAI 2018**

**PRÄAMBEL**

In Erwägung der Absicht der Unterzeichnerparteien, bestimmte Aspekte von Familienleistungen gemeinsam zu verwalten und zu koordinieren;

In Erwägung der Notwendigkeit, den Föderalstaat gemäß Artikel 94, § 1bis Absatz 5 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in die Zusammenarbeitsabkommen vom 6. September 2017 und 30. Mai 2018 einzubeziehen, sofern diese Abkommen Bestimmungen über den Datenaustausch in Bezug auf einen Zeitraum vor dem 1. Januar 2020 enthalten;

Aufgrund von Artikel 23 der Verfassung;

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 92bis und Artikel 94, § 1bis, eingefügt durch Artikel 44 des Sondergesetzes vom 6. Januar 2014 über die Sechste Staatsreform;

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, Artikel 60sexies, eingefügt durch Artikel 37 des Gesetzes vom 19. April 2014 zur Abänderung des Gesetzes über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft;

Aufgrund des Sonderdekrets der Französischen Gemeinschaft vom 3. April 2014 über die Befugnisse der Französischen Gemeinschaft, deren Ausübung an die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission übertragen wird und des Dekrets der Wallonischen Region vom 11. April 2014 über die Befugnisse der Französischen Gemeinschaft, deren Ausübung an die Wallonische Region und die Französische Gemeinschaftskommission übertragen wird;

Aufgrund der vom Konzertierungsausschuss am 7. November 2018 erzielten Abkommen;

haben der Föderalstaat, vertreten durch die Ministerin der sozialen Angelegenheiten und der Volksgesundheit;  
die Flämische Gemeinschaft, vertreten durch den Ministerpräsidenten und den Minister für Wohlfahrt, Volksgesundheit und Familie;

die Wallonische Region, vertreten durch den Ministerpräsidenten und die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung;

die Deutschsprachige Gemeinschaft, vertreten durch den Ministerpräsidenten und den Minister der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Familie, Gesundheit und Soziales;

die Gemeinsame Gemeinschaftskommission, vertreten durch den Vorsitzenden des Vereinigten Kollegiums und die Mitglieder des Vereinigten Kollegiums, zuständig für die Unterstützung der Personen, Familienleistungen und Filmzensur;

Folgendes vereinbart:

Bestimmungen

### KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1. Für die Zwecke dieses Zusammenarbeitsabkommens und ausschließlich in diesem Zusammenhang versteht sich unter:

1° Gebietskörperschaften: die Gemeinsame Gemeinschafts-Kommission, mit territorialer Zuständigkeit für die zweisprachige Region Brüssel-Hauptstadt; die Flämische Gemeinschaft, mit territorialer Zuständigkeit für das niederländische Sprachgebiet; die Wallonische Region, mit territorialer Zuständigkeit für das französische Sprachgebiet, sowie die Deutschsprachige Gemeinschaft mit territorialer Zuständigkeit für das deutsche Sprachgebiet;

2° Zusammenarbeitsabkommen vom 6. September 2017: das Zusammenarbeitsabkommen vom 6. September 2017 zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezüglich der Angliederungsfaktoren, der Verwaltung der Altlasten, des Datenaustausches im Bereich der Familienleistungen und der Bedingungen für die Zuständigkeitsübertragung zwischen den Kindergeldkassen;

3° Zusammenarbeitsabkommen vom 30. Mai 2018: das Zusammenarbeitsabkommen vom 30. Mai 2018 zwischen der Flämischen Gemeinschaft, der Wallonischen Region, der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission und der Deutschsprachigen Gemeinschaft bezüglich der Schaffung eines Interregionalen Organs für die Familienleistungen.

### KAPITEL 2 — *Bestimmungen*

Art. 2. Der Föderalstaat ist Vertragspartei des Zusammen-Arbeitsabkommens vom 6. September 2017 für den Zeitraum vor dem 1. Januar 2020, soweit es sich um die Bestimmungen des Kapitels 4 dieses Abkommens handelt.

Art. 3. er Föderalstaat ist Vertragspartei des Zusammen-Arbeitsabkommen vom 30. Mai 2018 für den Zeitraum vor dem 1. Januar 2020, soweit es sich um die Verwaltung des Katasters gemäß Artikel 4, 1° des genannten Abkommens oder die Identifizierung der in Artikel 4, 6° desselben Abkommens genannten Kinder handelt.

### KAPITEL 3 — *Schlussbestimmungen*

Art. 4. Dieses Zusammenarbeitsabkommen wird vom 1. Januar 2019 bis einschließlich 31. Dezember 2019 wirksam.

Unterzeichnet in Brüssel, am 21. Dezember 2018, in einer Originalausfertigung in deutscher, französischer und niederländischer Sprache, die beim Zentralen Sekretariat des Konzertierungsausschusses eingereicht wird.

Ministerpräsident der Deutschsprachigen Gemeinschaft

O. PAASCH

Minister der Deutschsprachigen Gemeinschaft für Familie, Gesundheit und Soziales

A. ANTONIADIS

Vorsitzender des Vereinigten Kollegiums der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission

R. VERVOORT

Mitglied des Vereinigten Kollegiums, zuständig für die Unterstützung der Personen, Familienleistungen und Filmzensur

C. FREMAULT

Mitglied des Vereinigten Kollegiums, zuständig für die Unterstützung der Personen, Familienleistungen und Filmzensur

P. SMET

Der Premierminister

Ch. MICHEL

Ministerin der sozialen Angelegenheiten und der Volksgesundheit

M. DE BLOCK

Ministerpräsident der Regierung der Flämischen Gemeinschaft

G. BOURGEOIS

Flämischer Minister für Wohlfahrt, Volksgesundheit und Familie

J. VANDEURZEN

Ministerpräsident der Wallonischen Region

W. BORSUS

Wallonische Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

A. GREOLI